

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
MARDI 5 SEPTEMBRE 2023**

**NOMBRE D'ELUS  
METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 17**

**QUORUM : 9**

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	3

**OBJET DE LA DECISION**

**N° 23/413**

**CONVENTION RELATIVE A LA  
PARTICIPATION FINANCIERE  
REGIONALE POUR  
L'UTILISATION D'UN OU  
PLUSIEURS EQUIPEMENTS  
SPORTIFS METROPOLITAINS  
PAR UN OU PLUSIEURS  
LYCEES PUBLICS OU PRIVES  
SOUS CONTRAT  
D'ASSOCIATION - ANNEE  
SCOLAIRE 2022-2023 -  
AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

**ABSENTS :**

M. Christian SIMON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 23/413**

**BUREAU DU 5 SEPTEMBRE 2023**

**O B J E T : CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION  
FINANCIERE REGIONALE POUR L'UTILISATION D'UN  
OU PLUSIEURS EQUIPEMENTS SPORTIFS  
METROPOLITAINS PAR UN OU PLUSIEURS LYCEES  
PUBLICS OU PRIVES SOUS CONTRAT  
D'ASSOCIATION - ANNEE SCOLAIRE 2022-2023 -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°02/12/37/196 du Conseil communautaire du 16 décembre 2002 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire du complexe sportif Léo Lagrange,

**VU** la délibération n°03/12/31/191 du Conseil communautaire du 15 décembre 2003 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire du Vélodrome,

**VU** la délibération n°08/12/36/242 du Conseil communautaire du 20 décembre 2008 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire de de la Base nature et sport du Vallon du Soleil,

**VU** la délibération n°09/07/7112 du Conseil communautaire du 4 juillet 2009 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire du complexe sportif de l'Estagnol,

**VU** la délibération n°20/12/294 du Conseil métropolitain du 15 décembre 2020, portant reconnaissance de l'intérêt métropolitain du Palais des sports,

**VU** la délibération n°23/05/075 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le projet de convention annexé,

**CONSIDERANT** la fréquentation des équipements sportifs de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par les lycéens,

**CONSIDERANT** que l'équipement et le fonctionnement des lycées et établissements publics locaux d'enseignement relèvent de la compétence de la Région,

**CONSIDERANT** qu'il revient à la Région de garantir à ces établissements l'accès aux installations et aux aires d'activités adaptées,

**CONSIDERANT** qu'il s'agit par cette convention de définir les modalités de calcul et de versement de la participation financière de la Région pour l'utilisation, par un ou plusieurs lycées publics et privés sous contrat d'association, des équipements sportifs de la Métropole pour l'année scolaire 2022-2023,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** le projet de convention ci-annexé.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention avec la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les recettes seront imputées au budget principal 2023, article 70631 sur les opérations concernées.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 5 septembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0

**Convention relative à la participation financière régionale  
pour l'utilisation d'un ou plusieurs équipements sportifs municipaux ou  
communautaires par un ou plusieurs lycées publics ou privés sous contrat  
d'association**

**Année scolaire 2022-2023**

**ENTRE**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité à signer cette convention par la délibération n°            du bureau en date du

Ci-après désignée " Métropole Toulon Provence Méditerranée "

**ET**

La Région Provence Alpes Côte d'Azur, représentée par Monsieur Renaud MUSELIER, Président du Conseil régional, dûment habilité à signer cette convention par la délibération n° 23-0379 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 23/06/2023

Ci-après désignée "la Région"

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L1311-15 ;
- Vu le Code de l'éducation, notamment l'article L214-4 ;
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000, notamment l'article 34 ;
- Vu les délibérations cadres n° 96-102 du 26 octobre 1996, n° 00-262 du 22 décembre 2000,
- Vu la délibération n° 04-78 du 22 octobre 2004 approuvant d'une part la conventions-type bipartite financière et d'autre part la convention-type tripartite relative aux modalités d'utilisation (entretien, sécurité, ...) des équipements sportifs communaux utilisés par les lycées ;
- Vu la délibération n°08-71 du 4 avril 2008 modifiant la convention-type financière votée le 22 octobre 2004 ;
- Vu la délibération n°15-297 du 24 avril 2015 du Conseil régional modifiant la convention-type financière approuvée le 4 avril 2008 ;
- Vu la délibération n° 23-0379 du 23/06/2023 de la Commission permanente du Conseil régional ;

## **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Préambule**

La construction, l'équipement et le fonctionnement des lycées et établissements publics locaux d'enseignement de même niveau relèvent de la compétence de la Région.

En matière d'enseignement de l'éducation physique et sportive, il revient donc à la Région de garantir à ces établissements l'accès à des installations et des aires d'activités adaptées.

A cet effet, dans un souci d'utilisation rationnelle de l'ensemble des équipements existants, le recours aux installations sportives de la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut être privilégié.

Dans ce cas, conformément à l'article L. 214-4 du Code de l'Education, des conventions sont passées entre l'établissement, la Région et la Métropole Toulon Provence Méditerranée propriétaire des équipements afin de permettre la réalisation des programmes d'éducation physique et sportive.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L. 1311-15 du Code général des collectivités locales, l'utilisation des équipements sportifs de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par un ou plusieurs lycées publics ou privés peut faire l'objet d'une participation financière de la Région, au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

### **Article 1 - Objet**

La présente convention définit les modalités de calcul et de versement de la participation financière de la Région pour l'utilisation, par un ou plusieurs lycées publics et privés sous contrat d'association, des équipements sportifs de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

### **Article 2 – Modalité de calcul de la participation régionale**

2.1 Le montant prévisionnel de la participation régionale est égal, pour chaque lycée concerné et par équipement, au nombre d'heures prévisionnelles d'utilisation multiplié par le barème horaire régional.

#### **2.2 Heures prévisionnelles d'utilisation**

Les heures prévisionnelles d'utilisation, par lycée et par équipement, sont transmises à la Région par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, au plus tard en début d'année scolaire.

Chaque planning doit être visé par le chef d'établissement concerné (proviseur ou directeur).

## 2.3 Barème horaire régional

Le barème horaire régional est égal au barème horaire adopté par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans la limite des plafonds suivants :

- 18,66 € par heure d'utilisation pour les stades et assimilés,
- 13,99 € par heure pour les gymnases et assimilés,
- 77,74 € par heure pour un bassin,
- 19,44 € par heure et par ligne d'eau.

Ce plafond correspond à une utilisation exclusive de l'équipement par un établissement. En cas de présence simultanée de plusieurs établissements utilisateurs, le barème appliqué par la Métropole Toulon Provence Méditerranée doit être révisé au prorata de l'occupation de l'équipement par chaque établissement.

### **Article 3 – Montant de la participation régionale**

La liste des lycées concernés, les heures prévisionnelles d'utilisation des équipements pour l'année scolaire et le montant de la participation régionale prévisionnelle font l'objet de l'annexe à la présente convention.

Ce montant prévisionnel constitue un plafond, et ne pourra être révisé à la hausse, quel que soit le nombre d'heures effectivement réalisées par les établissements concernés.

### **Article 4 – Mandatement de la participation régionale**

4.1 Aucun mandatement ne peut intervenir avant la signature de la présente convention, et sa transmission, par la Région.

4.2 La liquidation et le mandatement de la participation régionale interviennent à l'issue de l'année scolaire, sur présentation par la Métropole Toulon Provence Méditerranée :

- d'une demande de versement ou d'un titre de recettes pour les lycées publics concernés dont le montant est déterminé en tenant compte des heures effectives d'occupation dans les limites du dernier alinéa de l'article 3 de la présente convention,
- d'une demande de versement ou d'un titre de recettes pour les lycées privés concernés dont le montant est déterminé en tenant compte des heures effectives d'occupation dans les limites du dernier alinéa de l'article 3 de la présente convention.
- accompagnées, pour chaque établissement, d'un décompte détaillé des heures effectives d'utilisation par type d'équipement, visé par le chef d'établissement.

4.3 La Métropole Toulon Provence Méditerranée dispose d'un délai maximum de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet de l'année considérée pour transmettre à la Région l'ensemble des justificatifs nécessaires au mandatement de la participation régionale. Passé ce délai, la convention prend fin et chacune des parties est déliée de ses obligations envers l'autre.

**Article 5 – Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2022-2023.

Elle prend effet après la signature des parties.

Fait à Marseille, le

Le Président

Le Président du Conseil régional  
Provence Alpes Côte d'Azur

M.

M. Renaud MUSELIER



**ANNEXE : UTILISATION DES EQUIPEMENTS  
SPORTIFS COMMUNAUX PAR LES LYCEES  
Métropole Toulon Provence Médit**

**ANNEE SCOLAIRE 2022-2023**

**PLAFONDS REGION :**

GYMNASSE	<b>13,99 €</b>	
STADE	<b>18,66 €</b>	
PISCINE	<b>77,74 €</b>	19,44

		PREVISIONNEL			
TYPE	NOM LYCEE	NB HEURES PREVIS. GYMNAS E	NB HEURES PREVIS. STADE	NB HEURES PREVIS.P ISCINE	MONTANT PREVISIONNE L
PUBLIC	Georges Cisson				- €
PUBLIC	Parc St Jean				- €
PUBLIC	Claret				- €
PUBLIC	Jean Aicard				- €
PUBLIC	Costebelle				- €
PUBLIC	Rouvière				- €
PUBLIC	Golf-Hôtel				- €
S/total					- €
PUBLIC	<b>Palais des Sports</b>				- €
PUBLIC	Du Parc Saint-Jean	458	267	0	11 389,64 €
PUBLIC	Bonaparte	412	0	0	5 763,88 €
PUBLIC	Georges Cisson	430	568	0	16 614,58 €
PUBLIC	Rouvière	0	144	0	2 687,04 €
PUBLIC	Claret	1181	64	0	17 716,43 €
PUBLIC					- €
PUBLIC					- €
S/total					54 171,57 €
sous total public					54 171,57 €
PRIVE	FENELON				- €
PRIVE	LA COLETTE				- €
PRIVE	NOTRE-DAME				- €
PRIVE	Marie-France				- €
S/total					- €
PRIVE	<b>Palais des Sports</b>				- €
	Fenelon				- €
	La Colette	25	0	0	349,75 €
	Marie France	288	280	0	9 253,92 €
PRIVE	Notre Dame	0	194	0	3 620,04 €
S/total					13 223,71 €
					- €
sous total privé					13 223,71 €

**Montant previsionnel 2022/2023**

**67 395,28 €**

